

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 21 New York: tel: (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1) 43-63-28-10 21 - 28 aout 2024

## MICHEL MARTELLY PARVENU EN FIN DE COURSE ? Ses activités criminelles risquent de la rattraper Ses familles politiques et biologiques...

Par Léo Joseph

La vie criminelle qu'a trop longtemps menée Joseph Michel Martelly, au pouvoir et en dehors du pouvoir, risque de s'effondrer, entraînant avec lui ses alliés, tant au sein de sa famille, que parmi ses partenaires politiques. Ses manœuvres lancées visant à le protéger contre une éventuelle poursui-

te judiciaire provenant du gouvernement fédéral américain. Il semble vouloir instrumentaliser la présence de Serge Conille aux commandes de la primature pour s'éloigner de lui les malheurs juridiques qui l'attendent.

En effet, tous les journaux à fort tirages à travers le monde, ainsi que les organes de presse en ligne ont titré comme s'ils étaient

sous la direction d'un seul et même rédacteur en chef : L'ex-président d'Haïti Michel Martelly sanctionné par les États-Unis pour trafic de drogue.

Cette décision du gouvernement américain se résume dans un communiqué émis par le Département d'État, et présenté par l'organe de Vedant Patel, porte-parole adjoint principale, à la date

du 20 août 2024.

En effet, le document dit :

« Aujourd'hui, les États-Unis ont décidé de sanctionner le président haïtien Michel Martelly

fic de drogue et a parrainé de nombreux gangs basés en Haïti. Le trafic de stupéfiants et la violence liée aux gangs ont contribué à l'instabilité politique et à

### SOUS PRÉTEXTE DE « PARLER » À TOUS LES SECTEURS Garry Conille s'acoquine avec Michel Martelly

Le cabinet du Premier ministre accueille des proches de l'ex-président...

Par Léo Joseph

Si les collaborateurs, hommes et femmes de Garry Conille, ont joyeusement accueilli l'invitation à faire partie de son équipe, l'euphorie initiale a, tout au moins, tiédi. Ils semblent avoir trouvé des raisons de déchanter. D'aucuns pensent, à l'unanimité, que les relations qu'il maintient avec l'ex-président Joseph Michel Martelly, communément appelé Sweet Mickey, soient à la base de cette frustration. Surtout que, cherchant à expliquer les raisons d'un tel acoquinement, la grande



Garry Conille peut-il avoir raison de l'équipe de Martelly dans son sein

majorité l'assimile aux besoins de protection contre des éventuelles poursuites fédérales américaines contre lesquelles l'ex-président misogyne veut se protéger. En tout cas, l'attitude du Premier ministre intérimaire vis-à-vis de l'ex-président musicien ne fait pas l'unanimité au sein de son entourage politique.

Mais au courant que Garry Conille, qui a été Premier ministre de Michel Martelly, en 2010, pendant une période d'environ huit mois, avant d'avoir été forcé à la démission, l'auteur pensait

Suite en page 3



Michel Martelly, les nuages s'ammoncellent !

pour son rôle dans le commerce illicite de la drogue au niveau mondial. M. Martelly a abusé de son influence pour faciliter le tra-



Sophia Saint-Rémy Martelly

l'insécurité en Haïti, ce qui a créé une situation intenable pour le peuple haïtien.

Suite en page 12

### L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE ENCORE PROLONGÉ

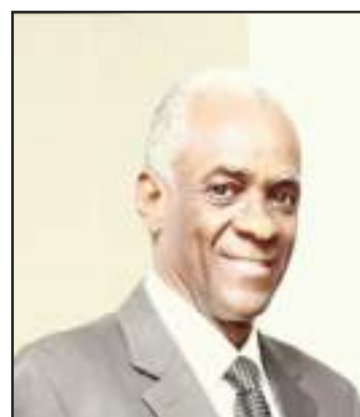
Les autorités persistent à cacher la vérité aux citoyens

Pendant de temps encore durera le pouvoir des gangs ?

Par Léo Joseph

Bientôt trois mois depuis l'entrée en fonction du Conseil présidentiel intérimaire (CPT) et deux mois après l'intronisation du Premier ministre Garry Conille, loin de s'améliorer, la situation sécuritaire, loin de s'améliorer, s'aggrave. L'état d'urgence sécuritaire, renforcé, se prolonge, en sus de s'étendre sur d'autres régions du pays. C'est le message communiqué au peuple haïtien par les autorités en place, sans que soit précisées les raisons justifiant ces nouvelles mesures. Bien que tout le monde sache que les hommes et

femmes actuellement aux commandes de la République ne savent pas ce qu'ils font pour rem-



Le coordonateur du CTP, presque au bord de l'explosion.

plir leurs mandats.

Dans un communiqué daté du lundi 19 août 2024 émis par le Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, le gouvernement CPT-Conille annonce de nouvelles mesures, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, et pour rétablir la vie normale, à l'échelle nationale, depuis trop longtemps contrôlée par les gangs armés, regroupés en fédération ou individuels.

Dans ce document, la nation est avertie du renouvellement de l'« état d'urgence sécuritaire », désormais sur les départements

Suite en page 3

## HAPPENINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

A corruption scandal in the ranks of the Transitional Presidential Council wrecking that foreign experiment of governance for Haiti

It's a public scandal, widely commented and causing havoc at the highest level of governance in Haiti. Three members of the seven in the Transitional Presidential Council (TPC), having voting power, are accused of asking a hefty bribe from the president of the government-administered National Bank of Credit (French acronym BNC), to allow him to keep his job. That has tarnished the reputation of the TPC, which was set up by the international community to replace the president of the country which has been deprived of an elected Head of State since the assassination, on July 7, 2021, of President Jovenel Moïse.

First, it was rumored on social media that members of the

TPC had resorted to arm twisting of certain government officials who occupy positions that generate funds to protect them from dismissal, as a clean-up of the administration would be undertaken by the new political team in power. This followed the decision made April 12, this year, in Kingston, Jamaica, by a group of CARICOM heads of state, in accord with the bigwigs of the international community, with the United States Secretary of State Antony Blinken present, as well as top officials of France, Canada, Brazil and the United Nations.

That resulted from bargaining among representatives of prominent Haitian political organizations who, under foreign tutelage,

Continued to page 7

**1** ÉDITION  
2024

LA VOIX DE LA CULTURE INTERNATIONALE

# ACTEURS ET ACTRICES DE LA 1<sup>ère</sup> ÉDITION DE LA TOURNÉE INTERNATIONALE SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



# SOUS PRÉTEXTE DE « PARLER » À TOUS LES SECTEURS Garry Conille s'acoquine avec Michel Martelly Le cabinet du Premier ministre accueille des proches de l'ex-président...

Suite de la page 1

nécessaire de dénoncer publiquement cette relation avec un personnage aussi toxique. Relation entretenue en dépit du fait que l'actuel chef de gouvernement avait une prise de gueule post-démission avec lui.

Pour commencer, j'ai repoussé d'un revers de main la dénonciation faite contre M. Conille selon laquelle il avait des relations rapprochées avec Mickey, faisant croire qu'il avait des conversations téléphoniques avec lui, et qu'il avait mêmes, au moins une rencontre en sa résidence avec lui. Les conditions dans lesquelles avait laissé la primature avaient inspiré mon refus d'accepter initialement pour véritables de telles accusations. Surtout que, Garry Conille, qui tardait à quitter la primature, devait laisser Port-au-Prince en catastrophe. Des sources officielles américaines ont révélé, sous le sceau de l'anonymat, qu'un message, déclaré ur gent, émanant de l'entourage d'Hillary Clinton, alors secrétaire d'État américaine l'avisait que sa vie était en danger, et qu'il devait laisser Haïti immédiatement.

Bien que j'aie repoussé l'information relative aux relations de proximité qui existaient entre Garry Conille et Martelly, voilà plus de deux ans, je n'ai pas négligé de mener une enquête, en vue de connaître la vérité. Aussi d'autres éléments d'informations sont venus corroborer des faits qui m'avaient été communiqués.

## Première visite de Conille à Washington, escale chez Martelly

Les dénonciations dont avait été l'objet Garry Conille faisaient

croire que les contacts avec l'ex-président se faisaient par le truchement des amis de ce dernier au sein du gouvernement haïtien, et que le premier face-à-face avec Mickey a eu lieu lors de sa première visite officielle à Washington.

Dans le cadre de sa visite à Washington, où il devait rencon-



Gregory Mayard-Paul, ami intime de Martelly, avec Garry Conille dans son lit.

trer le secrétaire d'État Blinken, au Département d'État, le 2 juillet, Garry Conille et sa suite, composée principalement de la ministre



Thierry Mayard-Paul, autre homme de Martelly dans le sein de Conille.

des Affaires étrangère Dominique

Dupuy, et de Nesmy Manigat, secrétaire général de la primature, il a fait escale à Miami, le jour précédent, car il devait rendre visite à Michel Martelly, en sa résidence à Boca Raton. Le véhicule, qui était venu chercher Garry Conille était piloté par Touti Jean-Jacques, chien couchant de Michel Martelly, qui était accompagné de Charles (Kiko) Saint-Rémy, beau-frère de celui-ci.

Selon des informateurs proches de Conille, le Premier ministre a passé, au moins quatre heures en tête-à-tête avec son ancien patron, dans le cadre d'une visite non officielle, en marge de celle, officielle, avec des officiels américains, à la capitale américaine.

## Deux catégories de personnes proches de Martelly dans l'entourage de Conille

Pour se faire une juste idée de l'influence de Michel Martelly, dans le gouvernement de Garry Conille, il suffit de savoir que deux catégories de personnes proches de l'ex-président piègent M. Conille, ceux intégrant son ministère et les « fantômes » faisant œuvre de « conseillers ».

Parmi les ministres du Premier ministre Conille figurent Domini que Dupuy, aux Affaires étrangères, qui entretient une liaison sentimentale avec Laurent Salvador Lamothe; et Nesmy Manigat occupant la fonction de chef de Cabinet de M. Conille. Nom mé ministre de la Défense et des Collectivités territoriales, dans un premier temps, M. Manigat, était ministre de l'Éducation, sous Sweet Meeky. Il est considéré comme alter ego de ce dernier.

Parmi les conseillers de Garry Conille, les deux frères Mayard-Paul, ministres sous Joseph Mar

telly, sont conseillers de l'actuel Premier ministre.

Pour souci de permettre au chef de gouvernement de réagir à

dirigé sur le téléphone d'un conseiller par lequel il a été informé de l'intention de l'auteur de lui permettre de donner son de clo



Bien qu'éloigné de la scène politique haïtienne, Laurent Lamothe est bien présent dans le sein de Conille, avec Dominique Dupuy au MAEC.

ces révélations, l'auteur a tenté de communiquer avec lui. Des mes-

che au sujet de cette accusation. Là encore, aucune réponse n'a été



Laurent Lamothe, à gauche, et Michel Martelly, le mauvais sort à la porte !

sages lui ont été adressés via what'sAp, par des numéros de téléphone obtenus de ses amis. Aucune réponse. Pour en avoir le cœur net, un message séparé a été

communiquée. Avisé de l'objet de la conversation, que je voulais avoir avec M. Conille, il ne semble pas avoir mis la puce à l'oreille du Premier ministre.

# L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE ENCORE PROLONGÉ Les autorités persistent à cacher la vérité aux citoyens Pendant de temps encore durera le pouvoir des gangs ?

Suite de la page 1

de l'Ouest, de l'Artibonite, du Centre et des Nippes, de même

que sur les arrondissements de Plaisance et du Limbé. Cela veut dire qu'à partir de cette date, ces dernières mesures d'urgence sont imposées sur 40 % du territoire

national. Et du train que vont les choses, faute de dispositions sécuritaires proportionnelles aux conditions sévissant dans le pays, des mesures, encore renforcées et pro



Garry Conille frustré au possible.

longées seront annoncées.

## La gravité de la situation transpire dans le communiqué

Quand bien même les autorités du pays s'acharneraient à cacher la vérité, par rapport à la réalité sécuritaire du pays, elle transpire dans le communiqué du 19 août sur la prolongation de l'état d'urgence sécuritaire, la preuve se trouvant dans l'exemple.

Le communiqué souligne, à

## HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Suite en page 6

## La Fondation Aquin-Solidarité (FAS) continue d'encadrer les jeunes

Cette année encore, comme depuis environ une décennie, les jeunes Aquinois connaîtront des vacances d'été fructueuses ! Mal gré la démission générale et l'enfer que connaît le pays, des patriotes veulent encore croire en un fructueux et réussi avenir pour le pays et se donnent à fonds pour y réussir, en

Raymond, qui remonte à des temps immémoriaux, soit depuis l'époque indienne, lors que la ville existait sous son nom indien Yaquimo.

En effet, le programme et les activités de la FAS sont de plus en plus difficiles, avec la crise ai guè, s'aggravant au fil des ans et enfon-

encore pour cet été.

La semaine dernière, deux des « *poto mitan* » de l'organisation, Mesdames Nancy Co meau et Margarette Graham, ont fait l'exténuant voyage vers Aquin, dans l'idée de lancer le Camp d'été, événement majeur depuis quelque temps pour la population aquinoi-

d'USD \$10 000 !

Le camp est rendu possible, grâce à la cotisation des Aquinois

Torbeck, qui sont également prévues. L'un des clous du Camp est la préparation du spectacle spécial,



Une partie de course à l'intérieur du complexe scolaire.

s'investissant dans une mission d'éducation, de motivation des jeunes de leur communauté. Certes, ce n'est pas sans sacrifice, c'est même un acte de foi renouvelé, l'expression d'une folle passion, même une obsession pour Haïti et son avenir!

Depuis déjà plusieurs années, un groupe d'Aquinois, éparpillés aux quatre coins du monde, se sont engagés dans une mission de rénovation, de développement, d'encadrement en faveur de la population de leur ville natale, Aquin, à travers une organisation, « *Fondation Aquin Solidarité* » (FAS), qui se donne pour encadrer toutes les couches de la population. aussi

çant le pays, de jour en jour, surtout, notamment, les difficultés de se déplacer vers le Sud, depuis plus de trois ans.

### Festival annuel

Ainsi le festival annuel, qui s'organisait à Pâques, et qui était un rendez-vous très attendu par des milliers de visiteurs venant de tout le pays, et même de la nombreuse et très active diaspora aquinoise, au Canada, en France, surtout, et à travers les États-Unis d'Amérique, attire des anciens habitués, dont le nombre augmente année après année.

L'une des plus importantes manifestations, un moment su per,

se, surtout les jeunes, qui crée une ambiance festive dans la ville, surtout qu'en plus des jeunes, c'est toute la population qui est concernée, soit parce que ses enfants en profitent, mais surtout même les adultes s'y adonnent, ne serait-ce que comme spectateurs actifs. En tout cas, un bon départ, qui, certainement, conditionnera une excellente arrivée. Car le programme est tout simplement somptueux.

Le coup d'envoi a eu lieu le Lundi 12 août 2024, avec le défilé traditionnel, dans les rues d'Aquin.

### Quelques précisions

- Sur demande générale, avec la réouverture des classes, mainte-



Entraînement au tambour.

et d'amis d'Aquinois, d'Haïti et de la diaspora. Un gros merci à eux, à ces donateurs, qui ne se sont pas fait prier et ont répondu spontanément. Une solidarité précieuse ! On espère, à l'avenir, mobiliser encore plus d'Aquinois et de mécènes.

en présence des parents des enfants, le dernier jour du Camp.

Il est beau d'annoncer la relance de l'Académie de football d'Aquin, avec l'implication de moniteurs qui animent le Camp, les responsables de la FAS travaillant et planifiant activement en vue de



Les jeunes Aquinois faisant des exercices sur le terrain de foot de la ville.

bien les tout jeunes du centre-ville que ceux des régions rurales ou de quartiers avoisinants.

### Toute la ville mobilisée

L'intervention de ses braves compatriotes touche tous les aspects relatifs au développement, à l'avancement de la ville, donc s'impliquent à fonds, s'investissant, luttant pour changer le quotidien et l'avenir de la Cité de Julien

un rendez annuel de haut niveau, dommage, n'a pu se tenir à Pâques; de même que la Saint Thomas, autrefois célébrée le 7 mars, puis déplacée au 28 janvier, et qui commençait à retrouver sa solennité d'antan, connaît moins d'éclat depuis la détérioration de la crise sécuritaire. Pour tant, mal gré l'aggravation de la situation sécuritaire, la FAS n'a pas croisé les bras et elle est à pied d'œuvre,

nant fixée au 1er octobre, le camp sera prolongé d'une semaine. Il prendra fin le 6 septembre; 155 inscrits au camp; 12 moniteurs; 10 membres au personnel de soutien; un plat chaud est offert tous les jours, la bouffe de la journée; 2 maillots sont offerts à chaque participant; une cotisation par enfant de 1 000 gdes (USD \$7,50) pour les 4 semaines de camp. Tout cela supporté par un budget de plus



Futur tambourineur à l'apprentissage.

Les activités sont multiples: en plus des leçons et cours de tambour, le camp anime des séances de formations sur l'estime de soi, le savoir-faire, la communication. Il y aura aussi des visites des forts de Saint Louis, des jardins botaniques des villes de Cayes et de

la réouverture de l'Académie EFA (École de football d'Aquin), qui embrassera diverses disciplines et activités: foot, féminin et masculin, volleyball, féminin et masculin, jeux d'échecs, etc... ceci devrait débiter en octobre.

# Tournée artistique de « La Voix de la Culture internationale »

Par Frantzley Valbrun

La Voix de la Culture Internationale (VCI) se prépare à faire le grand lancement de sa première tournée artistique prévue pour la fin du mois de septembre 2024 aux États-Unis, plus précisément en Floride, à Miami.

Tandans7, le mardi 20 août 2024 — Sous le thème « *L'art et le*

musique. L'art, en tant que langage universel, servira de moyen de communication pour transmettre des messages sur ce phénomène qui menace la vie sur notre planète.

Le projet aborde les problèmes du réchauffement climatique et du changement climatique dans un langage universel. Nous proposons la plus grande

exposition itinérante d'une collection d'œuvres d'art produites par des peintres renommés issus des cinq continents », a déclaré l'équipe de la VCI dans la présentation de ce projet.

Trente-cinq artistes peintres ont déjà été sélectionnés dans environ huit pays, dont Haïti, les États-Unis, la République dominicaine, le Brésil, le Congo, le Bénin, la France, la Côte d'Ivoire et l'Angola. Au cours de ces expositions, des chanteurs, musiciens et poètes seront également invités à participer à ces événements.

À travers leurs créations artistiques, les peintres, chanteurs, musiciens et poètes du monde entier auront pour mission de motiver, d'éduquer, de sensibiliser et d'éveiller la conscience humaine au tour de ce thème, tout en s'impliquant activement dans la vaste campagne contre le réchauffement climatique.

Qu'est-ce que le réchauffement climatique ? Qu'est-ce que le changement climatique ? Quelles sont les causes, les effets et les catastrophes associés à ces phénomènes ? Comment l'humanité peut-elle contribuer à atténuer ces effets ? Quelles sont les implications de cette tournée pour l'éveil de la conscience écologique ?

Cet ouvrage présente également les artistes peintres participant au projet, leurs œuvres et leurs biographies. Des séances de dédicaces seront organisées lors des événements.

« *Le livre du projet sera distribué gratuitement aux élèves des écoles publiques et aux étudiants des universités du monde entier,*

*sous réserve de subventions gouvernementales. Si nous parlons de sensibilisation à l'environnement, nous ne pouvons pas ignorer les enfants et les jeunes, qui représentent l'avenir du monde »,* ajoute-t-il.

Où auront lieu les événements ?

Ces événements d'envergure sont prévus dans au moins 60

Elles intégreront un musée, grâce à un accord de coopération avec le pays hôte.

Il est à noter que toutes les institutions, promoteurs d'événements et autres entités souhaitant accueillir ou organiser des événements, en partenariat avec la Voix de la Culture Internationale (VCI) peuvent contacter l'organisation à l'adresse suivante : [lavoixdeculture@gmail.com](mailto:lavoixdeculture@gmail.com).



Autre oeuvre d'Odson Charlot

réchauffement climatique », ce projet innovant a pour objectif de rassembler des centaines de créateurs et créatrices issus de divers domaines artistiques à travers le monde, afin de sensibiliser le public aux conséquences du changement climatique.

Les disciplines artistiques mises à l'honneur dans ce projet sont la peinture, l'écriture et la

exposition itinérante d'une collection d'œuvres d'art produites par des peintres renommés issus des cinq continents », a déclaré l'équipe de la VCI dans la présentation de ce projet.

Trente-cinq artistes peintres ont déjà été sélectionnés dans environ huit pays, dont Haïti, les États-Unis, la République dominicaine, le Brésil, le Congo, le Bé



Oeuvre d'Odson Charlot

pays à travers le monde. Ils se dérouleront dans des ambassades, des universités, des stades de football, des centres commerciaux et des palais présidentiels.

Quelle est la destination finale des œuvres, après la tournée ?

Après la tournée, les œuvres seront classées parmi les plus importantes de l'histoire et seront déclarées patrimoine mondial.

re@gmail.com.

La VCI est ouverte à des partenariats, proposant une stratégie de marketing axée sur la promotion des marques, des uniformes, des boissons et d'autres produits de leurs partenaires. Elle propose également de la publicité sur des bannières, dans des livres, des journaux, sur les réseaux sociaux, sur son site web, etc.

## Évolution d'une discipline des sciences sociales

Dans les années 60, l'un de mes cours avait pour titre *Relations internationales*. Je crois pouvoir dire qu'aujourd'hui il s'intitulait *Géopolitique*. Mais, qu'est-ce qui a suscité ce changement ? Pour y répondre, voyons ce qu'a dit un expert dans le domaine : « *N'y a-t-il pas un snobisme consistant à rebaptiser de façon médiatiquement plus présentable et intellectuellement plus noble le terme de 'relations internationales'.* » — La source, est-elle Yves Lacoste ou Pascal Boniface ? (Je n'en suis pas sûr).

Avant de poursuivre, il importe de s'attarder sur le mot **politique** dont, je l'ai souvent répété, ma définition préférée est : *Politics is a struggle among actors over conflicting values on public issues.* [La politique est une lutte entre les acteurs pour des valeurs contradictoires sur des questions d'intérêt public.] Aux États-tout en analysant ses mécanismes. Et, pour Yves Lacoste, un autre géopoliticien, « la géopolitique c'est l'analyse des rivalités des pouvoirs sur des territoires. C'est la combinaison de la science poli-

tique et de la géographie » (de l'environnement géographique).

Mais, pourquoi est-ce que

je pensais en créole ; ainsi, c'est le mot « *dezòsd* » (désordre) qui m'était venu instinctivement

notamment des puissances américaines, européennes, et asiatiques. Et ce, en raison de ses res-



j'aborde ce sujet aujourd'hui ? C'est une bonne question !

Eh bien vois-tu, lecteur, mon pays natal, **Haïti constitue actuellement un scandale dans l'hémisphère occidental.** Lors que ce constat m'est venu à l'es-

pour qualifier l'abîme dans lequel est plongée la terre qui m'a vu naître. En outre, même si au niveau international, Haïti est insignifiant sur le plan géopolitique, il suscite plus que jamais des rivalités entre des acteurs,

sources potentielles ; autrement dit, des richesses de son sous-sol mais aussi de sa main-d'œuvre que j'ai envie de qualifier d'inépuisable, compte tenu du niveau inégalable de chômage qui y existe.

En conclusion, oserai-je dire que, jusqu'à nouvel ordre, surtout pour nous Haïtiens, la géopolitique est plus prioritaire maintenant que la politique intérieure, prise au sens de *domestic politics*.

Unis en tout cas, par *politics*, on sous-entend souvent *domestic politics*. Lorsqu'il s'agit de ça, les acteurs sont, entre autres, les groupes démographiques, les classes sociales, les groupes ethniques, les femmes, mais aussi les leaders comme Joe Biden, Barack Obama, Donald Trump, Marco Rubio, et autres. Mais *quid* de la géopolitique ? Le mot « **géopolitique** » associe 2 termes d'origine grecque : « **géo** » et « **politique** ». Géo, c'est la terre. Et la politique, c'est l'organisation de la cité. Combinant ces deux notions, la géopolitique met à jour les mécanismes qui régissent les rapports entre les sociétés et leur environnement. — SOURCE : Philippe Moreau Desfarges

Pour Pascal Boniface, la géopolitique en tant qu'étude des relations internationales, rend compte du phénomène de la mondialisation

# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN!

### Rapò pou 100 premye jou Konsèy prezidansyèl 7, osnon 9 tèl la

Depi dat 12 avril lane sa a ke Konsèy prezidansyèl tranzisyon an (KPT) te etabli nan Kingston, kapital peyi Jamayik, epi l te pran pouvwa nan Pòtoprens nan dat 25 avril, 100 jou gentan pase. Byen ke Premye minis la, ke KPT a te nonmen nan dat 28 me, epi ki te prete sèman nan dat 3 jen panko fin gen 100 jou opouvwa, l ap mache prese prese sou dat pou 100 jou a rive. Alò, nou kwè se le moman pou n mande kisa ki reyalize nan premye 100 jou yo.

Menm si KPT a te tann pou se Premye minis la ki pou te di sa k pou regle tousuit, nou kwè yo menm tou te fèt pou enterese nan pi gwo pwoblèm k ap fini ak peyi a, pwoblèm enskirite ki blayi toupato, sitou nan kapital peyi a, la nan Pòtoprens, ke gang, ame jouk nan dan, kontwole a 80 pou san (80%), selon rapò Nasyon Zini (ONU).

Asireman, Premye minis Garry Conille (Gari Koni) te montre nan aksyon li te pran alapapòt epi nan deklarasyon li te fè, kisa nou te dwe atann de li antan ke chèf gouvènman an. Nou pa ka bliye, li te aletanje, nan Etazini lè KPT a te chwazi l nan pami plis ke youn santèn de kandida pou pòs la. Li te nonmen nan dat 28 me, 2 jou pita, premye jen, li te gentan rive Pòtoprens. Menm jou a, san l panko prete sèman, an konpayi chèf polis la, ak lòt poli-

sye ki t ap suiv yo, msye debake nan mitan kè Pòtoprens pou l al wè ak 2 grenn je l jan sitiyaasyon lavil la ye. Li fè youn stop nan lekòl medam yo anba lavil la, li pale ak yo, tandè sa y ap mande : sekirite ki pou penmèt yo sikile jansadwa, san lapèrèz, ak lapè pou peyi a.

Epi 4 jou pita, swa le 3 jen, men l ap prete sèman e l ap monte kabinè l, epi li di « *Premye bagay ki pou regle se sekirite. Men tou sa li pral atake tousuit, ki pral « priyòrite » administrasyon l se batay kont sa k rele « kòripsyon »*. E nou byen konnen *kòripsyon* pa mache pou kont li, asosye l se *enpinitè*, kive-di lè otorite yo fin vòlò gwo lajan ki ta ka itilize pou pote solisyon pou fè lavi vin miyò pou tout mounn, yo chita byen alèz ap ga de w nan je epi yo di w, « *Si w kapab vin manyen m non !* »

#### Kisa k regle nan premye 100 jou yo ?

Anvan m rantre nan lòt detay, fò m di n nan mil (1 000) polisye prezidan peyi Keyna, nan Afrik de lès, te ofri depi plis pase youn lane pou vin ede Ayiti regle kesyon gang nan, gen youn premye gwoup 200 ki te debake nan dat 25 jen. Epi nan dat 16 jiyè yon lòt 200 te rive.

Antretan, nou pa ka bliye pwomès Premye minis la, ki te

di : « *Youn kay apre youn lòt, youn katye apre youn lòt, youn vil apre youn lòt, se tout peyi a nou pral debarase de gang sa yo* », ki met peyi a tèt anba.

Sa k regle ? Anyen menm, sòf ke gang ap bay traka adwat agòch. Asireman, nou te li nan jounal la kijan menm Premye Minis la te manke pèdi lavi l lè l t al vizite Lopital Jeneral nan Pòtoprens apre lapolis te swadizan kwape gang ki te pran kontwòl pi gwo lopital nan kapital la, ki se Lopital Leta kote doktè k ap eti-



Premye minis Gari Koni

dye nan Inivèsite Leta (HUEH) pratike. Okontrè, gen youn polisye Kenya ki te pran bal lè gang te atake gwoup ki te avèk Premye minis la ansanm ak Godfrey Otunge, ofisye peyi Kenya a ki anchay *Misyon Apui a Sekirite* nan Ayiti a.

Nou aprann tou lè polisye yo swadizan kwape gang nan youn zòn, yo pa fè okenn aranjman pou zòn nan byen sekirize. Se konsa, anvan 2 jou, gang yo re tounen an fòs. Se sa k te pase nan Gantye, ki pa twò lwen Kwa de boukè, kote se gang 400 Ma wozo ki vrèman chèf.

#### Kisa gouvènman pral fè lè pèp la deside pase alaksyon epi patriyòt yo pa konnen rantre nan jwèt la ?

Jan bagay yo ap dewoule, sanble ke pèp la ka deside yo pa ka kon te sou gouvènman, y ap pase alaksyon. Sa ki mouri zafè a yo. Nou pa konnen si mounn nan dezyèm (2zyèm) seksyon Ans Dèno (Anse d'Hainault) te byen reflechi sou sa yo te fè nan dat 14 out la.

Èske yo te sonje ke se nan dat sa a, nan lane 1791, ke zansèt nou yo te òganize premye gwo seremoni pou kwape Blan franse ki te kenbe yo nan lesklavaj? Wi, se jou swa sa a nou li nan liv istwa ke yo te reyini nan Bwa Kayiman, pa twò lwen Okap Ayi syen, nan youn gwo seremoni Vodou, kote se youn prèt Vodou yo te rele Duty Bookman ki te anchay. Msye te fè touye youn gwo koure kochon epi pase san an bay tout mounn goute, epi sèman se libète ou lanmò. Epi batay pou liberasyon tout esklav te kòmanse. An palan de sa, Bookman se te youn Jamayiken ki te vin ann Ayiti kote l te pran nouvèl alega revolisyon ki t ap prepare kont Blan franse ki te kenbe pèp la nan lesklavaj.

Enben, nan 14 out ane sa a, se pa nan Nò, men nan zòn Sid, nan dènye pwent peyi a ke pèp la te leve kanpe, manchèt nan men, epi yo bay 17 bandi « *bwa kale* », voye yo nan peyi san chapo. Nan youn video kote youn jounalis t ap pran koze an nan men youn Kazèk, ofisye Leta nan zòn nan, ki pa menm tandè bri gwo otorite yo yo depi kèk mwa, mwen te tandè kijan l di pèp la te fè pa sètèn gang ki te gen ti mounn piti avèk yo. Kidonk, pèp la pa aji

tankou mounn ki deraye nèt, men ki deside ke *Abraam di sètase !* Y ap fini ak chef gang anba kout manchèt, men y ap fè inosan chape.

Epi se konsa mwen vin aprann, de youn sous mwen ka fè konfyans, ke gang nan zòn Sid peyi a gen gwo pwoblèm pou yo jwenn minisyon pou zam yo. Pèp la, ki vin okouran de sa, deside file manchèt yo epi pase alaksyon. Kivedi gwo fizi san minisyon pa ka fè fas a manchèt koulin byen file. Anpil tèt tonbe, chèf gang vwayaje al nan peyi san chapo.

Mouvman 2zèm seksyon Ansdèno a sanble ap blayi lòt kote tou. Nou aprann ke mounn nan Dam Mari ak Lèziwa te bay patriyòt nan 2zyèm seksyon an youn gwo kout men. Epi tou, selon sa n aprann, gen gwo presyon k ap fèt sou peyi tankou Èta zini ki pa fè tou sa l ta dwe fè pou kontwole fabrikasyon zam yo k ap fè gwo lajan nan vann zam ak minisyon k al ateri ann Ayiti. Otorite nan Repiblik Dominikèn, bò kote nou an, p ap ka kontinye ak politik ipokrizi yo a non plis, pandan ke ofisye dominiken ap fè milyon nan ranje pou zam ak minisyon pase lakay yo al jwenn bandi ann Ayiti.

Jan nou wè l la, se pa ni KPT, ni Premye minis k ap fè sa yo dwe fè pou rezoud pwoblèm gang ann Ayiti. Gen patriyòt ak zanmi pèp Ayisyen an, ke mounn pa konnen, ki rantre nan jwèt la. Epi pèp la vin reveye tou. Nou pa bay zòt bouch, men sa mwen wè pou nou, Antwàn nan Gonmye pa wè l. Pinga nou di mwen pa t avèti n.

TiRenm/  
Grenn Pwonmennen  
nan [raljo31@yahoo.com](mailto:raljo31@yahoo.com)

## L'ÉTAT D'URGENCE SÉCURITAIRE ENCORE PROLONGÉ

### Les autorités persistent à cacher la vérité aux citoyens

### Pendant de temps encore durera le pouvoir des gangs ?

Suite de la page 3

l'adresse du public, les détails suivants :

« *Le Ministère de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP) tient à attirer l'attention sur certaines mesures exceptionnelles qui peuvent être prises notamment la fermeture d'établissement lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection; l'évacuation de personnes; la construction ou la démolition d'ouvrages ainsi que le déplacement de tout bien; la suspension de certains services essentiels comme la communication routière, maritime, aérienne et téléphonique dans les départements et arrondissements concernés par l'état d'urgence. Le gouvernement peut également réquisitionner des moyens supplémentaires de secours et lieux d'hébergement appartenant à des personnes privées si les moyens logistiques dont disposent les services publics ne suffisent pas* ».

Le même document souligne encore que, « *Au cours de cette pé-*

*riode, il peut être établi, en cas de besoin, des couvre-feux et des sur les départements et arrondissements sur lesquels l'état d'urgence a été déclaré. Dans ce cas, pendant, il sera interdit de circuler pendant l'horaire fixé à cet effet, par quelque moyen que ce soit, sur toute l'étendue de ces zones, à l'exception des agents de la force publique en service, des pompiers, des ambulanciers, des personnels de santé et des journalistes dûment identifiés. Il est important également qu'il est interdit l'importation, la vente, l'achat, la distribution et l'utilisation des feux d'artifice durant la période d'état d'urgence* ».

#### Les gangs toujours en puissance : Prise de conscience subtile des autorités

Dans les milieux proches du gouvernement CPT-Conille, se dégage une prise de conscience par rapport à l'incapacité des forces de l'ordre haïtiennes de se colleter avec succès contre les gangs

armés. Car des acteurs politiques proches de la primature réalisent que l'internationale les roule dans la farine.

Il semble qu'il ait fallu du déploiement de la MMSA pour que certains décideurs de l'équipe



Godfrey Otunge, commandant de la MMSA forcé de réprimer sa frustration.

intérimaire se rendent à l'évidence que les actes des soi-disant « amis » d'Haïti contredisent leurs promesses, par rapport à la sécurité d'Haïti.

En effet, des membres de l'équipe gouvernementale assurant l'intérim se rendent compte que ceux qui prennent les décisions, en ce qui concerne le lancement de la MMSA négligent délibérément de doter celle-ci de « *moyens nécessaires* » se pour guerroyer contre les criminels, qui occupent le haut du pavé, en Haïti. Les policiers kenyans se voient infliger dont sont l'objet leurs frères d'arme haïtiens. Privés d'armes adéquates pour se battre contre les malfrats, la PNH se voit fournir des blindés qui ne répondent pas aux normes internationales. Le fait de voir ces véhicules privés de tourelles livrés en Haïti pour être mis à la disposition des policiers kenyans fait croire à l'intention de voir échouer les tentatives de mettre les bandits hors jeu.

Certes, certains hommes du pouvoir maugréent contre des blindés tombés en panne, de manière inattendue, lors de leur première mise en service. Il en est de même de fusils d'assaut se trou-

vant bloqués, en plein affrontement avec les criminels.

À entendre de tels témoignages, on ne peut s'empêcher de conclure, à l'instar de ces hommes politiques haïtiens, à une décision délibérée des décideurs internationaux, à l'encontre du peuple haïtien. Il semble que les déclarations de Garry Conille invitent les bailleurs de fonds internationaux d'Haïti, ainsi que les fournisseurs d'armes et d'équipements militaires à « *compléter* » leurs livraisons et les décaissements de l'aide comme un véritable cri du cœur.

Aussi bien la demande de livraison de blindés aux forces multinationales par le commandant en chef de cette mission dirigée par le Kenya, fait par le général Godfrey Otunge, comme une critique à peine voilée dirigée contre ceux qui font traîner en longueur le temps de se décharger de leurs responsabilités et d'honorer les engagements qu'ils ont pris à l'égard d'Haïti et de son peuple. L.J.

# HAPPENINGS!

*Continued from page 1*

accepted to work out their differences to resolve the multifaceted crisis in Haiti. And on April 25, the nine-member Council was sworn into office in Port-au-Prince. We'll point out that seven members have voting power, with two, including the only woman in the group, are considered observers.

Thus, was Haiti undergoing an experiment with a novel style of governance, with a multi-headed presidency, instead of a president chosen from the *Cour de Cassation*, as the Haitian Supreme Court is called. Such is it stipulated in the 1987 Constitution, in case of presidential vacancy for any reason, a judge of that court will assume power until normal election can be held.

## Composition of the Transitional Presidential Council

Here are the voting members who were sworn into office in Port-au-Prince, to serve until February 7, 2026:

Smith Augustin, former ambassador to the Dominican Republic, represents EDE/RED, the political party headed by Claude Joseph, former Foreign Minister and Prime Minister under President Moïse, who quickly assumed the presidency following the latter's assassination. President for 13 days, he was ousted on July 20, by the CORE Group syndicate of Western ambassadors in Port-au-Prince who, via a tweet, had named the neurosurgeon Ariel Henry Prime Minister.

Dr. Louis Gérard Gilles, a former senator, represents the signatories of the December 21 (2022) accord. He was supporter ousted Prime Minister Henry. He's also attached to the New Orientation United for Free Haiti political party.

Fritz Alphonse Jean, former governor of Haiti's Central Bank, and briefly former Prime Minister, represents the well-known Montana Accord.

Edgard Leblanc Fils (Jr.), formerly president of the Haiti Senate (1995-2000), member of the political party Organization of the Struggling People, represents the January 30 (2023) Collective of Political Parties, that even included the PHTK, the *Bald-Headed* party of former President Michel/Michael Joseph Martelly.

Laurent Saint-Cyr, President of the American Chamber of Commerce in Haiti and executive director of Haiti's Alternative Insurance Company, represents the business sector.

Emmanuel Vertilaire, a judge

of the court in Haiti's second city of Cap-Haitien, said to be a specialist in criminology and a fiercely anti-corruption judge, is linked to the *Petit Desalin* (Dessalines Children) political party, which is headed by the outspoken former Senator Moïse Jean-Charles, whose leaning toward the Russian Federation is no secret.

Rounding out the list of voting members of the TPC is Leslie

ter Ariel Henry; Smith Augustin, of EDE/RED political party, headed by Claude Joseph, formerly Foreign Minister and Prime Minister; and, surprisingly, the third one accused is Emmanuel Vertilaire, the Cap-Haitien judge, linked to *Petit Desalin*, who is reputed for his anti-corruption stand.

This was revealed in a letter to Prime Minister Garry Conille



*The Interim Presidential Council of Haiti.*

Voltaire, representing *Lavalas* (Flood) Family political party of former President Jean-Bertrand Aristide. Besides having been a prominent minister in the administrations of Presidents Aristide and René Préval, he ran for president himself in 2010 when he claimed the election was rigged against him.

And the two observers are Régine Abraham, an agronomist and director of the cabinet at the Ministry of the Environment, who had worked for the World Bank and the European Union. She was named observer after René Jean-Jumeau was forced to resign, on account of his alleged involvement in the squandering of the \$4 billion PetroCaribe Fund.

Frinel Joseph, an evangelical pastor, was the other observer, non-voting member of the Council. He represents Haiti's religious sector. At one point, he was treasurer of Haiti's Provisional Electoral Council. But in 2020, the Conference of Haitian Pastors pressured him into resigning, having accused him of being focused too much on his personal political objectives.

## The Councilors accused of using tactics of corruption

The three TPC members accused of demanding a bribe of 100 million gourdes, or \$758,000, are Dr. Louis Gérard Gilles, the strong supporter of former Prime Minis-

ter from BNC board chairman Raoul Pierre-Louis, who said he was approached May 25 with the proposal by the trio. Sonet Saint-Louis, the banker's lawyer confirms that his client was approached with the indecent proposal while he was at a hotel.

Of course, the accused forcefully deny this and two of them have even threatened to sue for defamation.

## It's time for investigations

The Prime Minister called on the ULCC, the anti-corruption agency of the government, to undertake an investigation. Whereupon Pierre-Louis was invited to appear before the agency. Though nothing is said publicly regarding the testimony of Mr. Pierre-Louis, last week he received a letter from the Prime Minister relieving him of his duties at the BNC, which is operating under an interim management until a final decision is made. Has Prime Minister Conille caved in under pressure from powerful TPC members?

Sonet Saint-Louis, the lawyer, said the decision to fire his client is "unwarranted," because there has been no mismanagement during the four years that Pierre-Louis has been in charge. He also asked for his security to be beefed up, because he's received some threats.

Meanwhile, the organizations to which the accused belong continue to be supportive of their rep-

resentatives at the TPC. However, the two non-voting members of the Council— Régine Abraham, and Frinel Joseph—, have urged a full investigation of the scandal.

## CARICOM Eminent Personalities in the picture

CARICOM, which played a major role in setting up the novel form of governance in Haiti has continued to play babysitting by dispatching, from time to time, a group of former heads of government in the region dubbed "Eminent Personalities" to Haiti, to

11 to the 16th, included the following former Prime Ministers: Kenny Anthony of Saint Lucia, Bruce Golding of Jamaica and Perry Christie of the Bahamas.

They couldn't have come to Haiti at a more propitious time, considering the challenges facing the country. Reporting on the visit, *Haiti Infos Pro*, an online news agency, stated that the personalities met various influential individuals of key sectors in society. Their main concern was the deteriorating security conditions, as the armed gangs continue to defy the established authorities, that is the members of the government that CARICOM had helped in establishing. Though they didn't state so, they must have been convinced that their experiment in governance is a failure. Any way, *Haiti Infos* states: "*The delegation expressed its profound displeasure regarding the current situation in the country.*"

And we felt relieved when the Eminent Personalities demanded that the three CPT members implicated in the major corruption must let go. Louis Gérard Gilles, Smith Augustin and Emmanuel Vertilaire cannot continue as members of the Transitional Presidential Council, with the possibility of even assuming the leadership, due to the rotating policy worked out among the Council members! Now we wait to see how things will be worked out.

RAJ  
raljo31@yahoo.com

check on the progress of their experiment. The latest visit by these personalities, lasting from August

## DE BROSSE & STUDLEY, LLP

### Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

## Frantz Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118

843 HANCOCK AVE. (BET. UNION & PARKWAY)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## La convention démocrates au centre de l'actualité

Qui l'eût dit, qui l'eût cru ? Après avoir écrit la manchette ci-dessus avant de commencer à décrire la première soirée, ce lundi, de la Convention nationale du Parti démocrate, à Chicago, j'ai été obligé de laisser tomber. Mais on re-

« Sweet Micky », animait une conversation conflictuelle dans la communauté haïtienne, surtout à New York, où il croyait pouvoir regagner sa popularité d'antan, en participant à la parade annuelle du « Labor Day » (Fête du travail), le

tion de Martelly à la parade. Car, sa mauvaise réputation, en tant que corrupteur invétéré et associé aux gangs causant la mort et la désolation au pays, il n'aura pas d'accueil favorable dans la communauté et pourrait déclencher de

« *tisation de l'information* », on lit les détails concernant une déclaration officielle du Département d'État américain que voici textuellement, en commençant par la manchette :

« **Sanctions on Former Haitian President Michel Martelly for Drug Trafficking** » (*Press Statement, Vedant Patel, Principal Deputy, Spokesperson, August 20, 2024*).

Pour l'édification de tous, nous reproduisons le texte tel que distribué en anglais :

« *Today the United States is designating Haitian President Michel Martelly for his role in the global illicit drug trade. Martelly abused his influence to facilitate drug trafficking and has sponsored multiple Haiti-based gangs. Narcotics trafficking and gang-related violence have contributed to political instability and insecurity in Haiti, which has created an untenable living situation for the Haitian people.*

« *It is unacceptable for Haitian political and economic elites to plunder Haiti's future. Today's action demonstrates the United States' unwavering resolve to promote accountability for all individuals whose activities contribute to gang violence and destabilize the political environment in Haiti, regardless of their rank or stature.*

Pour authentification, il est noté, au bas de ce communiqué, toutes les agences gouvernementales impliquées dans cette affaire. Les voici : **Bureau of International Narcotics and Law Enforcement ; Bureau of Western Hemisphere Affairs ; Combating Drugs and Crime ; Haiti Narcotics ; Office of the Spokesperson.**

Puis, le sceau de U.S. Department of State, soulignant cette phrase : *White House, U.S. gov, Office of the Inspector General. Archives. Contact Us.*

**Pourquoi cette sanction du « Bandit légal » à ce moment précis ?**

À noter qu'au mois de novembre 2020, le gouvernement canadien avait sanctionné Michel Martelly, ainsi que les Premiers ministres Laurent Lamothe et Jean Henry Céant, les ayant accusés de participation au financement des gangs armés. Alors, le gouvernement américain s'était abstenu de suivre l'exemple du Canada, bien que les deux nations sœurs s'accordaient sur la politique de sanctions contre certaines autres personnalités haïtiennes.

Ces derniers mois, la donne a changé en ce qui a trait à Martelly qui, selon certains renseignements, voudrait reprendre le pou-

voir politique en Haïti, et qui s'arrange pour placer ses antennes dans différentes branches de l'administration courante. On ne saurait permettre le retour de ce « *Bandit légal* » sur la scène politique, car il est responsable, en grande partie, des gangs actuels, qui ne sont que la prolifération des bandits s'entraînant sous sa gouvernance, avec l'aide de son ancien ministre des Affaires étrangères, devenu Premier ministre, Laurent Salvador Lamothe.

Il faut se rappeler qu'au mois de juin de l'année dernière, Lamothe a été sanctionné par le gouvernement américain, l'accusant de corruption, ayant détourné quelque 60 millions de dollars du Fond PetroCaribe. La sanction contre Lamothe, qui se déclarait innocent, lui interdisait le séjour aux États-Unis.

Dans le cas de Michel Martelly, devenu milliardaire, surtout en dépouillant, avec sa famille, les milliards du Fond PetroCaribe, les sanctions contre lui visent les fonds qu'il aurait déposés aux États-Unis et les transactions financières qui lui sont interdites.

On n'est qu'au début des actions, car outre Michel Martelly, les autorités se doivent aussi de statuer sur les cas de ses proches, dont son épouse Sophia Saint Rémy Martelly, leur fils aîné Olivier Martelly et le beau-frère de Michel, le frère de Sophia, Charles Saint-Rémy, dit Kiko.

**Pierre Quiroule II**  
raljo31@yahoo.com



La candidate démocrate Kamala Harris et le président Joe Biden.

viendra là-dessus, la semaine prochaine, avec des détails, démontrant que la candidate démocrate à la présidence, à l'occasion des prochaines élections, programmées pour le 5 novembre prochain, la vice-présidente Kamala Harris, gagne du terrain face à son rival du Parti républicain. Donald Trump. Selon les sondages d'opinion des votants potentiels, lundi, la fiche Harris-Walz devançait à 49 % contre le duo Trump-Vance, scorant 45 %.

Aussi, parle-t-on déjà d'une victoire historique de Kamala Harris, fille de parents immigrants, son père d'origine jamaïcaine et sa mère immigrée de l'Inde. Oui, car ce sera la première femme à être élue présidente de la République étoilée, doublement minoritaire Africaine et en même temps Asiatique.

**Intrusion de Michel Martelly, qui se dit « Bandit légal »**

Et voilà que Michel/Michael Joseph Martelly, qui s'est octroyé le titre de « *Bandit légal* », vient tout bousculer, occupant la première page d'*H-O*, ainsi que celle d'autres journaux à grand tirage, aux États-Unis et ailleurs, parce que sanctionné par le gouvernement américain pour son implication dans le trafic de stupéfiants, de la drogue, en fait, ainsi que pour ses accointances avec les gangs armés en Haïti, qu'il soutient.

Dire que depuis plus de deux semaines, l'ex-président d'Haïti, revenant à son passé d'artiste de

premier lundi du mois de septembre, quand des millions de communautés mixtes de la Caraïbe, d'ici et là, dites « west-in diennes » défilent sur l'« *Eastern Parkway* », ce grand boulevard à Brooklyn.

En tout cas, l'organisation KOMOKODA qui, en créole,

la violence, gâchant les festivités. Les déboires de Martelly arrivent au beau moment.

**Michel Martelly sanctionné par les autorités américaines**

Hier, mardi 20 août, on s'est réveillé assez tôt, suite à des appels téléphoniques, tous pres que de



Michl Martelly, les nuages s'ammoncellent.

signifie « *Comité de mobilisation contre la dictature en Haïti* », dont Dahoud André en est une figure de proue, menait campagne pour empêcher une participa-

même nature : « *Èske w tande nou vèl Mateli a ?* » (Avez-vous entendu de la nouvelle concernant Martelly ?) Et de toutes parts, sur les réseaux sociaux, vu la « *démocra-*





# GRAND OPENING

**OPULENT**  
PHYSICAL THERAPY

**SATURDAY AUGUST 3**  
**9AM - 5PM**

**9602 AVE L(AT 96 ST)**  
**BROOKLYN NY 11236**

**(917) 873 - 6304**  
**(718) 577 - 8940**  
**(718) 444 - 0473**

## ÉDITORIAL



# Malgré le battage médiatique orchestré, le déploiement de la MMAS n'était jamais prêt

Voilà plus de huit semaines depuis qu'a été lancé le processus de déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMSA), soit deux ans, au moins, depuis que le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, en avait proclamé la formation, aucun acte prouvant sa présence, en Haïti, n'a encore été posé. Les gangs criminels armés, que cette force, placée sous l'égide de la Police du Kenya, pour aider celle d'Haïti à éliminer ces derniers, restent toujours maîtres du terrain.

En effet, comme par le passé, avant début juillet, quand est arrivé le premier contingent de 200 policiers kenyans, suivis, un mois plus tard, du débarquement d'un autre groupe de 200 ans, les actes criminels et la terreur des bandits n'ont pas cessé. Dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite où a, non seulement été décrété « l'état d'urgence sécuritaire », mais cette mesure a été déclarée prolongée à d'autres zones du pays. Pourquoi repenser ainsi cette disposition si le cours de la vie commençait réellement à redevenir normal, comme veulent le faire croire Caitlin Stephen Hu, Larry Madowo et Evelio Contreras, trois journalistes du CNN ?

Alors que le peuple haïtien attend impatiemment une descente mixte de policiers haïtiens et kenyans, dans les fiefs des bandits, en vue d'y mener des opérations musclées, les communiqués de presse officiels ou les informations colportées sur les réseaux sociaux sont des plus décevants. Par exemple, un communiqué conjoint du directeur général de la Police nationale d'Haïti, Normil Rameau, et du commandant en chef de la MMAS, le général Godfrey Otunge, fait état d'un affrontement entre une patrouille mixte de policiers haïtiens et kenyans, au cours duquel un policier du Kenya a été touché à l'épaule. La victime a été transportée en République dominicaine pour recevoir des soins que méritait son état. Autre nouvelle mal reçue de la communauté haïtienne, ayant fait la une sur les réseaux sociaux, parle encore d'une patrouille policière haïtiano-kenyane. En mission à Ganthier, sur la route menant vers la frontière entre Haïti et la République dominicaine, contre les hommes du gang armé nommé « 400 Mawozo », dirigé par *Lanmò Sanjou*, de son vrai nom Wilson Joseph, a déclenché des tirs en direction des policiers kenyans. Ce qui a suscité immensément de grosses chaudes, sur la toile, faisant répéter que les policiers haïtiens ont servi de

« boucliers » à leurs frères d'arme du Kenya. Ou encore que les Haïtiens sont mieux équipés que le personnel de la MMAS.

Tout cela supporte la nation de l'impréparation du lancement de la force internationale, dont l'arrivée, bien que diversement annoncée par la communauté internationale, notamment, l'ONU, les États-Unis et le Canada, mais surtout le Kenya, était reportée à plusieurs reprises. Il est curieux de constater que, bien qu'en préparation depuis plus de deux ans, les pays promoteurs de ce projet, dont la propagande suscitait tant d'espoirs, au sein de la communauté haïtienne, déjà au bout de sa patience, ne sont pas au rendez-vous, par rapport aux promesses faites. Face au constat de ce que représentent les forces multinationales dirigées par le Kenya, les détracteurs originaux du projet et les secteurs désenchantés de la performance des policiers étrangers, disent d'eux qu'ils affichent l'attitude de « touristes ».

Quand nous parlons de l'impréparation de la MMAS, lors de son déploiement, fin juillet, des secteurs officiels l'expriment autrement. De retour de la réunion annuelle de la CARICOM, le coordonnateur du Conseil présidentiel de transition (PCT), Edgard Leblanc Fils, n'a pu s'empêcher de parler de l'insuffisance des moyens fournis à la MMAS, notamment des « blindés » sans lesquels elle ne peut se lancer à l'assaut des malfrats conjointement avec les policiers haïtiens.

Dans le même ordre d'idées, le commandant en chef de la force multinationale, le général Otunge, lors d'une intervention devant la presse, avait déclaré que celle-ci a besoin de cinq blindés militaires. Voilà, sans vouloir critiquer ouvertement l'omission de tels équipements dans l'arsenal dont sont dotées ses troupes, les propos tenus par le chef.

Faut-il rappeler qu'avant le débarquement du premier contingent de 200 policiers du Kenya, à l'Aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, des avions cargo militaires américains avaient débarqué plus d'une dizaine de véhicules blindés, des armes et munitions, ainsi que des matériaux de construction et de fournitures médicales, à bord de six vols, qu'on disait destinés aux forces multinationales, à la Police nationale d'Haïti (PNH), aussi bien qu'aux Forces armées d'Haïti (FAH). ? Pourtant, une fois déployés, les Kenyans, en Haïti, se plaignaient de n'avoir pas, à leur disposition, tout ce dont ils avaient besoin, comme, par exemple, des ambulances et un loge-

ment adéquat.

Il semble que, en dépit du grand battage médiatique orchestré autour de ces vols, le cargo qu'ils transportaient ne corresponde pas exactement à ce qu'attendaient l'opinion publique, et même les Kenyans. Sinon, comment expliquer l'attitude passive des policiers kenyans, par rapport aux attentes de la population ? Si ces derniers sont perçus d'être mal équipés, par rapport à leurs homologues haïtiens, où sont passées les armes et les blindés qui leur étaient destinés, à en croire les rapports de presse s'inspirant de sources officielles ?

À bien considérer, on pourrait bien être tenté de croire que la teneur de tels rapports de presse au, relent de propagande, à l'instar de l'article fleuve présenté par la CNN, le 10 août 2024, offrant une version de la situation sécuritaire d'aujourd'hui à l'opposé de ce qu'elle est en réalité. Il y a fort à parier que les trois journalistes qui ont signé cet article s'inspirent des mêmes sources dont proviennent les faits rapportés au sujet des vols militaires américains soi-disant transportant des équipements militaires dernier cri, ainsi que des véhicules militaires blindés composant le dépôt d'armes dont a besoin le personnel de la MMAS.

Tout en critiquant les journalistes de la CNN, en ce qui concerne l'orientation de leur article du 10 août, ils ont le mérite d'avoir levé le voile sur la question relative au non lancement de policiers kenyans à l'attaque des bandits armés. Dans leur allusion à ces véhicules spéciaux, ils rapportent une déficience cruciale de ces engins mobiles mis à la disposition de la MMAS, l'absence de tourelle dans les blindés expédiés en Haïti. Sans tourelles dans leurs véhicules, les occupants y restent comme des ducs assis, incapables de riposter aux tirs essayés par leurs blindés. À la lumière de cette information, il faut conclure que les manufactures, obéissant aux recommandations de leurs gouvernements, expédient une version modifiée de blindés « authentiquement militaires », ordinairement utilisés dans les théâtres de guerre. Cela pourrait expliquer la décision, paraît-il, délibérée, de ne pas mettre d'hélicoptères de combat à la disposition de la MMAS.

En effet, aucun doute, les Américains, qui ont embauché le Kenya pour diriger la force multinationale, aussi les plus grands bailleurs de fonds de cette mission, des experts expérimentés, en ce domaine, n'ont pas besoin qu'on leur fasse la leçon en ce qui concerne les équipements nécessaires dans le cadre de la stratégie antiguérilla urbaine.

Car c'est bien de quoi il s'agit, pour avoir raison des gangs armés.

Ayant combattu des gangs armés à Somali, à la République démocratique du Congo (RDC) et ailleurs, le général Godfrey Otunge et les policiers de son pays ce dernier saut de quoi il parle, quand il demande que des hélicoptères de guerre soient livrés à ses troupes. Mais, se basant sur les informations disponibles, on peut parier que ces engins ne seront pas livrés en Haïti.

En vertu des accords relatifs au « transfert » des techniques, surtout sur l'armement, les gouvernements imposent des restrictions incontournables aux acheteurs, dans le but d'éviter que les secrets technologiques que possède un pays n'aboutissent entre les mains d'un autre, surtout un « État ennemi ». Mais également n'atterrissent en milieu mafieux, ou bien au sein des promoteurs de révolutions ou agitateurs sociopolitiques. Haïti, pays où la corruption et l'impunité battent leur plein, à tous les niveaux, n'offre aucune garantie de protection aux technologies présentes dans les blindés.

Tout compte fait, le grand mystère continue d'entourer le déploiement de la MMAS. Il semble que les policiers du Kenya soient débarqués en Haïti pour trouver le terrain tout à fait dans l'impréparation de les accueillir, alors que les contingents des autres pays volontaires attendent leur tour de mettre le cap sur Haïti. Nous savons que les autorités haïtiennes attendaient l'arrivée des forces internationales, sans poser de question. Mais il faut se demander qu'est-ce qui a déterminé le président kenyan, William Ruto, à prendre la décision d'autoriser l'envoi de ses policiers dans les conditions qu'ils opèrent présentement ?

Reste à savoir si les pays de la CARICOM et des autres États qui ont pris l'engagement d'envoyer des troupes, dans le cadre de la MMAS, maintiendront leur décision; et si les 600 policiers kenyans attendus en Haïti, suivront leurs compatriotes.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Miami, FL 33135-6237 (718) 812-2820
<b>SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION</b>		
<b>NOM</b>	<b>HAÏTI</b>	<b>EUROPE</b>
Haïti-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750
<b>CANADA</b>	<b>AFRIQUE ET ASIE</b>	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b>
1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b>	<b>EUROPE</b>	<b>EUROPE</b>
1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750	1001-Observateur 98 Avenue John Brown, 3ème étage Maison de la Presse, 1001 1001, 2025-750
Nom/Prénom: _____ Adresse/Compagnie: _____ Adresse postale: _____ Ville: _____ État: _____ Zip/Code Postal/Régional: _____ Pays: _____		

# EDITORIAL



## Despite the orchestrated media hype, the deployment of the MMAS was never ready

**M**ore than eight weeks since the process of deploying the Multinational Security Support Mission in Haiti (MMSA) was launched - at least two years since UN Secretary-General Antonio Guterres proclaimed its formation - there has still been no evidence of its presence in Haiti. The armed criminal gangs that this force, placed under the aegis of the Kenyan police to help the Haitian police eliminate, are still in control.

Indeed, as in the past, before the beginning of July, when the first contingent of 200 Kenyan police officers arrived, followed a month later by the arrival of another group of 200, criminal acts and the terror of bandits have not ceased. In the departments of Ouest and Artibonite, where not only has a "state of security emergency" been decreed, this measure has been extended to other areas of the country. Why rethink this provision if life really is starting to return to normal, as CNN journalists Caitlin Stephen Hu, Larry Madowo and Evelio Contreras would have us believe?

While the Haitian people eagerly await a joint raid by Haitian and Kenyan police officers in the bandits' strongholds, with a view to carrying out muscular operations, official press releases or information peddled on social networks are most disappointing. For example, a joint communiqué from the Director General of the Haitian National Police, Normil Rameau, and the Commander-in-Chief of the MMAS, General Godfrey Otunge, reports a clash between a mixed patrol of Haitian and Kenyan police officers, during which a Kenyan policeman was shot in the shoulder. The victim was transported to the Dominican Republic to receive the treatment his condition merited. In other badly-received news from the Haitian community, a Haitian-Kenyan police patrol made headlines on social networks. On a mission in Ganthier, on the road leading to the border between Haiti and the Dominican Republic, against the men of the armed gang known as "400 Mawozo", led by Lanmò Sanjou, whose real name is Wilson Joseph, fired shots in the direction of the Kenyan police officers. This sparked off an immense amount of online furor, with people repeating that the Haitian policemen had been used as "shields" by their Kenyan brothers-in-arms. Or that the Haitians are better equipped than the MMAS personnel.

All this bears the nation's unpreparedness for the launch of the interna-

tional force, whose arrival, although variously announced by the international community, notably the UN, the USA and Canada, but above all Kenya, was repeatedly postponed. It is curious to note that, despite having been in preparation for over two years, the countries promoting this project, whose propaganda raised so many hopes within the Haitian community, already at the end of its patience, have not delivered on the promises made. Faced with the reality of what the multinational forces led by Kenya represent, the project's original detractors and sectors disenchanted with the performance of the foreign police officers, say that they display the attitude of "tourists".

When we talk about the unpreparedness of the MMAS when it was deployed at the end of July, official sectors express it differently. On his return from the CARICOM annual meeting, the coordinator of the Transitional Presidential Council (French acronym PCT), Edgard Leblanc Fils, could not refrain from talking about the inadequacy of the resources provided to the MMAS, in particular the "armoured vehicles" without which it could not launch an assault on the thugs in conjunction with the Haitian police.

In the same vein, the commander-in-chief of the multinational force, General Otunge, in an address to the press, stated that the force needed five military armoured vehicles. Without wishing to openly criticize the omission of such equipment from the arsenal with which his troops are equipped, this is what the chief had to say.

Before the first contingent of 200 Kenyan police officers landed at Toussaint Louverture International Airport in Port-au-Prince, U.S. military cargo planes had unloaded more than a dozen armoured vehicles, weapons and ammunition, as well as building materials and medical supplies, aboard six flights said to be destined for the multinational forces, the Haitian National Police (PNH) and the Armed Forces of Haiti (FAH). However, once deployed, the Kenyans in Haiti complained that they did not have everything they needed, such as ambulances and adequate accommodation.

It seems that, despite all the media hype surrounding these flights, the cargo they were carrying was not exactly what the public, and even Kenyans, expected. How else to explain the passive attitude of the Kenyan police, compared with the expectations of the population? If they are perceived to be ill-equipped compared to their Haitian counterparts, where are the weapons

and armoured vehicles intended for them, according to press reports based on official sources?

When you think about it, you might well be tempted to believe that the content of such propagandistic press reports, like the article presented by CNN on August 10, 2024, offers a version of today's security situation that is the exact opposite of what it actually is. It's a safe bet that the three journalists who signed off on this article drew their inspiration from the same sources as the facts reported about the American military flights supposedly carrying the latest military equipment, as well as the armoured military vehicles making up the weapons depot needed by MMAS personnel.

While criticizing the CNN journalists for the orientation of their August 10 article, they deserve credit for having lifted the veil on the issue of Kenyan police officers not being launched to attack armed bandits. In their reference to these special vehicles, they mention a crucial deficiency of these mobile machines made available to the MMAS: the absence of a turret in the armoured vehicles sent to Haiti. Without turrets in their vehicles, the occupants sit there like sitting ducks, unable to return fire from their armored vehicles. In the light of this information, we must conclude that the manufacturers, obeying the recommendations of their governments, are shipping a modified version of the "authentically military" armoured vehicles ordinarily used in theaters of war. This could explain the apparently deliberate decision not to make combat helicopters available to MMAS.

Indeed, there's no doubt that the Americans, who hired Kenya to lead the multinational force and who are also the mission's biggest financial backers and experienced experts in this field, don't need to be lectured about the equipment they need for their urban anti-guerrilla strategy. Because that's what it's all about, getting the better of armed gangs.

Having fought armed gangs in Somalia, the Democratic Republic of Congo (DRC) and elsewhere, General Godfrey Otunge and his country's police officers know what he's talking about when he calls for helicopter gunships to be delivered to his troops. But, based on available information, it's a safe bet that these machines will not be delivered to Haiti.

Under the terms of technology "transfer" agreements, especially in the field of armaments, governments impose unavoidable restrictions on purcha-

sers, with the aim of preventing the technological secrets possessed by one country from ending up in the hands of another, especially an "enemy state." But also from ending up in mafia world, or among promoters of revolutions or socio-political agitators. Haiti, a country where corruption and impunity are rampant at all levels, offers no guarantee of protection for the technologies used in its armoured vehicles.

All in all, the great mystery continues to surround the deployment of the MMAS. It seems that the Kenyan police officers have landed in Haiti to find the country totally unprepared to welcome them, while contingents from other volunteer countries await their turn to set sail for Haiti. We know that the Haitian authorities were awaiting the arrival of the international forces, without question. But we have to ask ourselves what determined Kenyan President William Ruto to take the decision to authorize the dispatch of his police officers under the conditions they are currently operating under?

It remains to be seen whether the CARICOM countries and other states that have pledged troops to the MMAS will stand by their decision, and whether the 600 Kenyan police expected in Haiti will follow in the footsteps of their compatriots.

**HAITI OBSERVATEUR**  
 Haiti-Observateur  
 P.O. Box 356237  
 Briarwood, N.Y. 11435-  
 6235 TEL. (718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

<b>Haiti</b> Haiti-Observateur 98 Avenue John Brown, Jérémie Plage Haiti (s.c.a.) Tel. (510) 2034078/9 (509) 2254785	<b>ETATS-UNIS</b> 1 an classe \$180.00 (5 \$ par mois) 90.00 \$ US pour un (1) an
<b>CANADA</b> Haiti-Observateur Gerald Louis Jacques 514 211 6134 15 West Oak Crescent 12270 Jarry St. (Cousville) Montréal (H.M.C.)	<b>AFRIQUE ET ASIE</b> 55.00 TT. pour un (1) an 105.00 TT. pour un (1) an
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b> Un service spécial est offert à partir de Paris. Intéressez-vous à l'adresse de: Jean-Claude Vallin 1314 Avenue Holmberg, 14 <sup>e</sup> Etage 114 75570 Le Val de St. Germain (France) Tel. (33) 1 43 43 28 10	<b>CARAIËBE ET AMÉRIQUE LATINE</b> Taux classe \$75.00 US pour un (1) an \$150.00 US pour un (1) an
	<b>EUROPE</b> 75.00 EURO pour un (1) an 125.00 EURO pour un (1) an Par chèque ou mandat postal transfrontalière

Name/Nom: \_\_\_\_\_  
 Company/Compagnie: \_\_\_\_\_  
 Address/Adresse: \_\_\_\_\_  
 City/Ville: \_\_\_\_\_ State/Etat: \_\_\_\_\_  
 Zip Code/Code Régional: \_\_\_\_\_ Country/Pays: \_\_\_\_\_

Les tarifs d'abonnement sont payables à l'avance par chèque ou mandat postal.



# LE NAUFRAGE DU FOOTBALL HAÏTIEN

## Sous la tutelle de la FIFA et l'inaction de l'État

Par Ricotta Saintil

Haïti, ce pays insulaire des Caraïbes, possède une riche culture sportive où le football tient une place prépondérante. En dépit de nombreux défis, le sport, notamment le football, reste un pilier important dans la vie quotidienne des Haïtiens. Il est, non seulement un vecteur de cohésion sociale, mais aussi une source de fierté nationale. Cependant, l'absence d'une intégration sociopolitique efficace handicape la valorisation et la structuration de cette passion nationale. Le gouvernement haïtien, depuis des décennies, n'a jamais élaboré de politiques publiques inclusives touchant tous les secteurs de la société, y compris le sport. Cette carence laisse le football et d'autres disciplines sportives évoluer dans un cadre désorganisé, sans directives claires de l'État.

Le manque de contrôle étatique sur le territoire national reflète également un

désengagement profond vis-à-vis du sport. L'absence d'une politique publique sportive, en Haïti, permet à diverses entités d'agir indépendamment, suivant sa propre agenda. Le football haïtien, par exemple, fonctionne sous l'égide de la FIFA, qui se positionne comme son principal partenaire, qui l'influence. Depuis environ quatre ans, le sport roi haïtien est sous l'emprise de la FIFA, qui a imposé un Comité de normalisation, dirigé par un président cubain, dont l'implication réelle dans le développement du football haïtien est questionable. Ce manque d'intérêt et d'investissement de la part des autorités locales, dans le domaine sportif, a eu des conséquences désastreuses pour la jeunesse haïtienne, et pour le rayonnement du pays à l'échelle internationale.

Le désintéret de l'État haïtien au sport en général a engendré une situation chaotique au sein des fédérations sportives. La majorité d'entre

elles ne survivent que de nom, incapables de répondre aux attentes des athlètes et du public. Certaines fédérations tentent de s'en sortir, mais se heurtent à des obstacles insurmontables. Parmi toutes, la Fédération haïtienne de football (FHF) a été celle qui a offert le plus d'opportunités aux jeunes, et qui a contribué à la visibilité internationale du pays. Malgré un certain nombre de succès, au cours des dernières années, ces avancées n'ont jamais été soutenues de manière structurée par l'État. Cette absence de soutien étatique est l'une des raisons pour lesquelles le football haïtien se trouve, aujourd'hui, en pleine déchéance.

Trois ans après l'instauration du Comité de normalisation, le football haïtien continue de sombrer dans une crise profonde. Le gouvernement haïtien, pourtant responsable, reste indifférent à cette situation. Un État digne de ce nom aurait déjà interpellé la FIFA et le Comité de normalisation

pour rendre des comptes sur l'état actuel du football, en Haïti. Il aurait dû remettre en question l'efficacité de ce Comité, notamment en ce qui concerne l'organisation des élections pour la mise en place d'un nouveau Comité exécutif à la tête de la FHF. Au lieu de cela, le laxisme et l'inertie continuent de prévaloir, laissant la jeunesse haïtienne sans espoir de voir, un jour, un renouveau dans le domaine du sport.

Face à cette ingérence flagrante de la FIFA et au laisser-aller du Comité de normalisation, il est impératif que l'État haïtien prenne enfin position. L'heure n'est plus aux discours, mais à l'action. Le gouvernement doit exiger des comptes et prendre des mesures concrètes pour redresser la situation actuelle du football, qui se détériore jour après jour. La FIFA ne devrait plus être autorisée à agir comme bon lui semble, sans aucune surveillance ou intervention des autorités locales. Il est

crucial que le processus de transition aboutisse à l'élection d'un nouveau Comité exécutif soit enclenché sans délai, pour redonner une gouvernance légitime et stable au football haïtien.

À trois mois de la fin du mandat du Comité de normalisation, il est incompréhensible que rien n'ait été fait pour lancer ce processus électoral. Il est inconcevable que, cette année encore, le Comité de normalisation puisse échouer sans en assumer les conséquences. La FIFA ne pourra plus justifier cet échec en se cachant derrière ses représentants, qui n'ont rien accompli pour le redressement du football haïtien. Il est temps que la Fédération de football soit libérée de cette tutelle étrangère et retrouve son autonomie, avec un gouvernement haïtien pleinement engagé pour soutenir et développer le sport, pour le bien de sa jeunesse et pour la fierté de toute la nation.

R.S.

# MICHEL MARTELLY PARVENU EN FIN DE COURSE ?

## Ses activités criminelles risquent de le rattraper

### Ses familles politiques et biologiques...

Suite de la page 1

« Il est inacceptable que les élites politiques et économiques haïtiennes spolient l'avenir du pays. La décision prise aujourd'hui démontre la détermination inébranlable des États-Unis à promouvoir la responsabilisation de toutes les personnes dont les activités contribuent à la violence des gangs et déstabilisent l'environnement politique en Haïti, quel que soit leur rang ou leur stature ».

On rapporte, dans certains milieux diplomatiques, à Washington, que Michel Martelly, qui se trouvait en sa maison, à Boca Raton, Floride, au moment de la diffusion des sanctions prises contre lui, a été notifié, à l'instar de Laurent Lamothe, victime de sanctions

canadiennes et américaines, qu'il devait quitter, dans l'immédiat, le territoire américain. Aussi dit-on dans ces milieux, que M. Martelly a quitté précipitamment les États-Unis, sans préciser sa destination.

Suivant la décision américaine, prise à l'encontre de Martelly, l'ex-président haïtien a été déclaré coupable de trafic de drogue et d'appui aux gangs armés, qu'il a pourvu en armes et munitions, en sus de les financer. L'accusation de trafic de drogue et de blanchiment d'argent sont les principales accusations portées contre lui.

Cela signifie que d'autres mesures seront prises, très prochainement, contre Michel Martelly, dont la fortune, acquise de manière illicite, est évaluée à des centaines de mil-

lions de dollars américains. Aussi a-t-il toutes les chances d'être poursuivi en justice, notamment pour ses biens mal acquis. Avec une fortune colossale, le gouvernement



Olivier Martelly, trafiquant de drogue et détournement du Fonds PetroCaribe.

risque de l'attaquer en justice, lui et sa famille, y compris les

filles de l'ex-couple présidentiel, Michel Martelly et Sophia Saint-Rémy.

À part le détournement des fonds destinés à la construction de stades fantômes, Olivier Martelly, marchant sur les brisées de son père, a fait ses armes dans le trafic de stupéfiants. Épinglé dans ce commerce illicite, grâce à sa coopération avec les autorités anti-drogues, fédérales et haïtiennes, il devait contribuer à l'arrestation de deux neveux de Mme Nicolas Maduro, première dame du Venezuela. Le jeune Martelly avait donné rendez-vous aux deux Vénézuéliens, dans le cadre d'une livraison.

Selon toute vraisemblance, la famille Martelly devrait être ciblée, en vue de leur poursuite en Justice pour trafic de stupéfiants, ainsi que pour les gains

réalisés dans ces trafics illicites. Donc des poursuites pour trafic de drogues, blanchiment d'argent et évasions fiscales seront prochainement à l'ordre du jour.

L.J.

